

Direction de l'Espace Rural et de la Forêt

Sous-Direction de la Forêt Bureau de la production forestière 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ → 01.49.55.51.19 Télécopie → 01.49.55.41.97	Note de service/DERF/SDF/N98-3011  Date : 07 DECEMBRE 1998 Classement :
--	--

**Note de service**

Objet : Déconcentration des procédures de gestion des prêts en travaux du Fonds Forestier National (contrats du FFN).

Date de mise en application : immédiate

La déconcentration des procédures de gestion des prêts du fonds forestier national (FFN) sous forme de travaux exécutés par l'Etat est effective depuis le 31 août 1998 (circulaire n° 3020 du 31/08/1998).

Cette déconcentration s'inscrit dans le cadre général de la réforme de l'Etat et vise à améliorer la qualité du service rendu aux usagers de l'administration en rapprochant le niveau de prise de décision des administrés et en accroissant la rapidité de traitement des dossiers. Le principe vous en avait été annoncé dans la circulaire n° 3014 du 15 septembre 1994, mais sa mise en place a nécessité la réalisation préalable d'une application informatique de gestion, puis son déploiement dans les DDAF et/ou les DRAF selon le nombre de contrats gérés.

Vous trouverez ci-après des précisions sur la mise en œuvre des procédures de déconcentration au niveau régional et départemental.

Je vous rappelle la nécessité d'une tenue à jour régulière des informations financières et comptables des dossiers, le nouveau dispositif ne permettant plus aux DDAF et DRAF dotées de l'application informatique de vérifier auprès de la sous-direction de la forêt le montant des créances du FFN. La responsabilité de la gestion de ces créances vous est donc entièrement transférée.

Vous voudrez bien m'informer des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente note de service.

**Le chargé de la sous-direction de la forêt**

**Christian BARTHOD**

**PLAN DE DIFFUSION**

<u>Pour exécution</u>	<u>Pour information</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Mmes et MM. les préfets de région et de département</li><li>- Mmes et MM. les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt</li><li>- Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt</li></ul>	

## I Modalités de gestion des autorisations de programme complémentaires

---

Le préfet de région (DRAF) a compétence pour autoriser le principe de dépenses complémentaires sur les contrats, sur la base des demandes transmises par les DDAF. Comme prévu dans la circulaire du 31/08/1998 ( cf. § 4 financement des travaux ), ces demandes d'autorisation de programme complémentaires doivent être motivées (rapport explicatif et justificatif assorti d'un devis sommaire), le DRAF devant être en mesure d'apprécier l'opportunité économique des investissements projetés.

Chaque année, au vu de ces demandes d'autorisation de programme, le préfet de région notifie à chaque préfet de département (DDAF) une enveloppe de dépenses complémentaires (**cf. modèle 1 en annexe**) dans la limite de l'autorisation de programme mise à disposition de la région par l'échelon central (Direction de l'Espace Rural et de la Forêt).

Le préfet de département (DDAF) est chargé d'affecter à chaque contrat les dépenses complémentaires nécessaires sur la base des enveloppes qui lui sont allouées par la région (**cf. modèle 2 en annexe**).

## II Procédure de gestion des contrats

---

Les divers documents et avenants relatifs à la gestion des contrats et signés du préfet de département ne sont plus soumis à autorisation préalable du ministre.

Je vous rappelle toutefois que les réductions ou abandons de créance restent soumis à l'avis préalable du DRAF (cf. circulaire du 31/08/1998, § 3 "abandon total ou partiel de la créance").

## III Utilisation du logiciel "contrats": enregistrement des données

---

La déconcentration des procédures, qui transfère au préfet de département (DDAF) l'entière responsabilité de la gestion des contrats, s'est accompagnée de la mise en place d'un logiciel de gestion des contrats. Ce logiciel est maintenant déployé dans les DDAF et DRAF qui gèrent un nombre significatif de contrats (cf. annexe B de la circulaire du 31/08/98), certaines DRAF ou DDAF ne sont donc pas dotées de cet outil informatique.

Au niveau départemental, régional ou national selon les cas, le logiciel "contrats" permet d'assurer le suivi administratif et comptable des contrats, et notamment le calcul du montant total des créances (capital et intérêts). **Il est donc impératif de tenir régulièrement à jour chacun des dossiers en enregistrant, via le logiciel, les différents événements administratifs et comptables (dépenses, recettes, avenants, résiliations, etc.).**

### 1) Cas des DRAF dotées du logiciel "contrats"

- La DRAF enregistre les montants des enveloppes annuelles d'autorisations de programme complémentaires (APC) notifiés chaque année aux départements. Cette saisie est en effet un préalable indispensable à l'enregistrement par les DDAF des APC sur les contrats concernés.
- Si des DDAF de la région ne disposent pas du logiciel, la DRAF enregistre également les informations administratives et comptables relatives aux contrats ( dépenses, recettes, avenants, résiliation, etc.) qui lui sont obligatoirement communiquées par ces DDAF.

## **2) Cas des DRAF qui ne sont pas dotées du logiciel "contrats"**

La DRAF communique par courrier à la DERF (sous-direction de la forêt, bureau de la production forestière) :

- les montants des enveloppes d'autorisations de programme complémentaires (APC) qu'elle notifie chaque année aux départements,
- les informations administratives et comptables relatives aux contrats (dépenses, recettes, avenants, résiliation, etc.) qui lui sont communiquées par les DDAF.

Ces informations sont ensuite enregistrées par la DERF via le logiciel "contrats".

## **3) Cas des DDAF dotées du logiciel "contrats"**

- La DDAF enregistre le montant des autorisations de programme complémentaires (APC) pour les contrats concernés
- La DDAF enregistre les informations administratives et comptables relatives aux contrats (dépenses, recettes, avenants, résiliations, etc.).

## **4) Cas des DDAF qui ne sont pas dotées du logiciel "contrats"**

La DDAF communique par courrier à la DRAF:

- le montant des autorisations de programme complémentaires (APC) attribuées par contrat,
- les informations administratives et comptables (dépenses, recettes, avenants, résiliation, etc.) relatives aux contrats.

Ces informations sont ensuite enregistrées par la DRAF ou la DERF, selon les cas, via le logiciel "contrats".

### **Rappel**

**Chaque fois qu'un acte de résiliation est enregistré** via le logiciel par le niveau départemental, régional ou national dans la rubrique "*décisions ministérielles*", **il convient de mettre également à jour le champ "*Etat contrat*"** (cf. guide de l'utilisateur du logiciel p 27 § D 3.1.1) en tapant la lettre A pour indiquer que le contrat est résilié et qu'il peut être archivé.



Le préfet de région  
à  
Monsieur le préfet de département  
DDAF

**Objet :** Chapitre 4.30 du FFN - Dotation budgétaire 1998

Je vous informe que vous pouvez engager au titre de l'exercice 1998.....francs sur le chapitre 4.30 du Fonds Forestier National (visa du contrôleur financier près du ministère de l'agriculture et de la pêche n° 5 du 2 février 1998). Ce montant correspond à la ventilation entre les départements de la région de l'enveloppe mise à ma disposition par le ministre de l'agriculture et de la pêche pour satisfaire les demandes de crédits complémentaires dont vous avez fait état.

*A compléter le cas échéant par :*

< Les documents que vous m'avez transmis à l'appui de ces demandes m'ont néanmoins conduit à ne pas retenir les besoins en crédits concernant les contrats n°..... >

**Pour le préfet de région,  
le DRAF**

**AUTORISATION DE PROGRAMME COMPLEMENTAIRE**

Il est attribué une autorisation de programme complémentaire d'un montant de ..... F  
(*montant en toutes lettres*) sur le chapitre 4-30 du budget du fonds forestier national pour la réalisation  
de l'opération suivante :

- < *Type de l'opération* >.....
- Bénéficiaire du prêt en travaux : .....
- Numéro du dossier : .....
- Visa n°5 du 2 février 1998 du contrôleur financier près du ministère de l'agriculture et de  
la pêche.

**Pour le préfet de département,  
Le DDAF**